

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !



N°75 FÉVRIER
2024

Fondée le 1^{er} mai 1968
Relancée en 2010

La Cause du peuple

causedupeuple.org

JOURNAL PROLÉTAIRE, ANTI-IMPÉRIALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE

**Bataille des retraites, grandes révoltes de juin,
lutttes anti-impérialistes au Sahel et en Palestine :
2023 a été une année noire pour les réactionnaires**

Tant de raisons pour nous de porter
L'OPTIMISME

ACTUALITÉS NATIONALES
**Gouvernement Attal :
accélération dans la
réactionnarisation**

P. 4

THÉORIE
**Pourquoi
les révolutionnaires
sont optimistes ?**

P. 12

LES CHEMINS DU POUVOIR
**Au Sahel, les masses
mettent fin à l'hégémonie
de l'impérialisme français**

P. 15

Nous sommes condamnés à triompher

Nous vivons une grande période de lutte des classes ! Voilà la seule vérité de l'époque, celle que tous les réactionnaires veulent masquer à coups d'artifices fumeux et en la niant à chaque instant. « Tout va mal », tout le monde est d'accord avec ça, mais pour eux, le problème ce sont les musulmans, les chômeurs, la CGT qui « bloque le pays », les pauvres en général ! La solution qui nous est donnée à travers l'État et ses relais, c'est celle de l'union nationale derrière la bourgeoisie, avec les grands monopoles financiers. Ils tentent par là même de nier notre réalité de tous les jours, la réalité de notre classe : l'inflation généralisée, les salaires trop bas, les fêtes de fin d'année tachées par les factures. Notre ennemi, ce n'est pas le voisin mais celui qui veut nous dresser les uns contre les autres pour faire son beurre. Face à tout cela, la réalité est revenue à la charge avec fracas, et le réel s'est immiscé dans les plans de ceux qui nous gouvernent. L'année 2023 a été une grande année de combat, qui s'est ouverte sur la Bataille des retraites menée par la classe ouvrière : un immense mouvement de la classe qui a fait sortir jusqu'à 3 millions de personnes simultanément dans les rues de France pour défendre les conquises de la Résistance face à une horde de flics déchaînés. Pendant plusieurs mois, les grèves combattives et les manifestations sauvages ont tenu tête à un gouvernement sombrant dans le cynisme et foulant aux pieds la démocratie la plus élémentaire. Et puis, alors que la colère n'était même pas encore retombée, ces mêmes flics assassinaient un jeune prolétaire de Nanterre, déclenchant une vague de révoltes dans tout le pays. Du fond des quartiers prolétaires, des dizaines de milliers de jeunes déterminés ont pris d'assaut les centres-villes avec courage, montrant leur haine de tout ce qui représente le vieil État pourri. Lors de ces deux grands événements, les opportunistes de tous bords n'ont pas hésité à se vautrer toujours plus dans le clientélisme et à tenter d'utiliser les masses pour leurs propres plans. Avec le dernier chapitre glorieux de cette grande année, la défense de la lutte pour la Palestine, la réalité s'est montrée encore plus clairement aux yeux de tous ceux qui veulent la voir. Contre vents et marées, l'offensive puissante de la Résistance Nationale Palestinienne démasque les menteurs de l'État et ses appendices, elle est le marqueur de la nouvelle époque dans laquelle

nous nous trouvons : celle de l'offensive de la Révolution Prolétarienne Mondiale.

Nous l'avons appris du Président Mao : la contradiction principale dans le monde aujourd'hui est entre les impérialistes et les nations et peuples opprimés. Que comprendre d'autre depuis le 7 octobre ! Devant nos yeux, le processus de libération de la Palestine de la mer au Jourdain s'est accéléré comme jamais, et depuis, le monde entier a les regards portés vers le moyen orient. Cela prouve le poids immense des luttes de libération nationale au niveau mondial, qui sont le fer de lance du combat pour abattre l'impérialisme. Aucun révolutionnaire ne peut rester insensible face à cela, et la situation exige une prise de position incisive, claire. Les peuples eux, se lèvent partout, du monde arabe jusqu'à New York, pour soutenir la juste Résistance d'un peuple devenu symbole, et ils le font sans réserve aucune car ils savent que la cause est juste : Palestine résiste, et Palestine triomphera !

**L'année 2024 ne sera qu'une confirmation de plus de la célèbre maxime :
« On a raison de se révolter ! »**

Le développement du mouvement révolutionnaire en France est en adéquation avec la tempête qui se prépare : dans notre pays, malgré une répression exacerbée de toute voix en faveur de la libération de la Palestine, les masses se sont levées et combattent les flics, les amendes, les matraques, les fascistes sionistes. Les dissolutions annoncées à tout va par le ministère de l'Intérieur sont un signe de notre temps : les bourgeois ont initialement pensé se servir du 7 octobre comme d'un moyen pour réprimer toujours plus le peuple en interne, en mentant ouvertement, en assimilant les actions de la Résistance au terrorisme, et en faisant les pires amalgames. L'attentat d'Arras est arrivé à point nommé, il a permis d'enfoncer le clou : les Darmanin et consorts se croyant au sommet, la répression pouvait être déchaînée. Seulement, ces messieurs avaient



EN UNE

Rassemblement de soutien au peuple palestinien, interdit par les autorités, le 23 octobre 2023 à Paris.

omis un facteur dans leur calcul dégueulasse : les masses. Celles-ci sont sorties malgré tout dans la rue, ont porté haut le noble drapeau palestinien, et ont permis de déjouer les plans de la réaction, qui a même dû relativiser la situation à travers le pantin Macron. Petit à petit, le masque tombe, et même le monopole de la presse Libération a récemment sorti un papier faisant la liste des gigantesques mensonges à propos de la Résistance Nationale Palestinienne qui ont été relayés partout comme des vérités immuables.

Tout cela démontre un seul et même fait : ceux qui aujourd'hui tiennent les rênes du pouvoir sont aux abois, ils ne maîtrisent plus la situation et la machine leur a complètement échappé. Celles et ceux qui sont à l'offensive et qui donnent le rythme en France, c'est nous. De son côté, la bourgeoisie ne peut que tenter d'ajuster ses plans en fonction de la situation, mais elle se sait acculée et va de déroute en déroute, penchant toujours plus vers une réaction totale.

Dans ce cadre, le rôle d'un journal révolutionnaire est plus qu'important, il est nécessaire. Nécessaire pour propager toutes nos justes luttes, pour défendre idéologiquement et politiquement notre classe face au torrent de boue déversé par la bourgeoisie, et pour relier

la Cause du peuple

est un journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire. Il est le travail de tous ses contributeurs et contributrices, pilotés par le Comité de rédaction du journal, joignable sur Twitter et Instagram (@Cause_du_Peuple) et par mail : causedupeuple@protonmail.com

La Cause du Peuple est vendue à prix libre.

celles et ceux qui ne veulent plus être gouvernés comme avant. Nécessaire surtout, pour s'organiser concrètement et avancer pas après pas vers le renversement de cet ordre social pourri et décadent, qui fait déjà partie de l'histoire ancienne. C'est pour cette raison que cet éditorial ô combien important pour le mouvement révolutionnaire en France est co-signé par les rédactions de nos deux journaux : nous pensons qu'aujourd'hui plus que jamais, nous traversons une période de feu de la lutte des classes, et que se désunir pendant un moment si important ne sert que les intérêts de la bourgeoisie impérialiste. C'est pourquoi nous faisons le serment de toujours plus nous unir, sur la base de principes clairs, afin de correspondre aux nécessités de l'époque : notre classe est unique, elle réclame un mouvement révolutionnaire uni !

Alors, pour l'année 2024, notre résolution est la suivante : nous allons porter encore plus haut qu'auparavant le drapeau rouge, le bel étendard de combat des travailleurs, celui des pauvres qui font naître la nouvelle société à travers leurs actes. Notre journal va tout faire pour être toujours plus au contact des masses, et nous allons redoubler d'efforts pour toujours plus servir le peuple de tout notre cœur. Les mois qui arrivent seront à n'en pas douter intenses, les luttes vont fleurir partout et nous serons surpris par notre propre force collective dans la lutte. Les luttes dans les quartiers vont s'intensifier contre les bailleurs sociaux qui nous volent et l'état de dégradation général de notre habitat ; les grèves pour les salaires vont s'enchaîner et la bataille syndicale connaîtra un nouveau grand bond ; les universités vont être des foyers de résistance aux attaques contre le peuple. Dire cela, ce n'est pas être dévin, c'est comprendre que plus rien ne sera comme avant et que la société capitaliste est entrée dans une phase de grande instabilité, dans laquelle nos tâches sont toujours plus brûlantes.

Un grand pas a été franchi pour la Révolution en 2023, et l'année 2024 ne sera qu'une confirmation de plus de la célèbre maxime :

« On a raison de se révolter ! »

*Les Comités de Rédaction de
La Cause du Peuple et Nouvelle Époque*

1 CALVADOS : L'EHPAD D'ÉQUEMAUVILLE EN GRÈVE

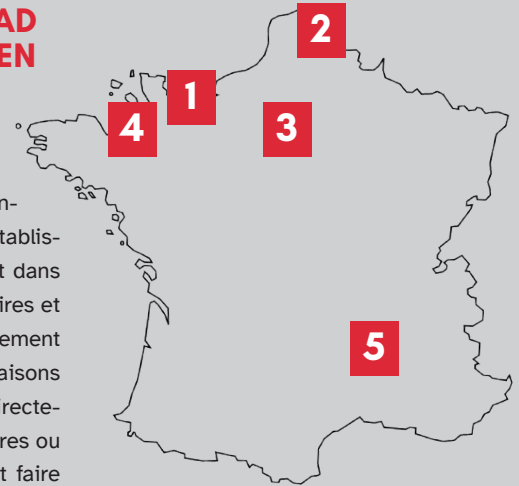
Le personnel soignant, notamment les aides-soignantes, ont tenu un piquet de grève en janvier pour dénoncer le manque d'effectifs dans leur établissement. C'est un problème récurrent dans ce secteur médico-social où les salaires et les conditions de travail sont extrêmement mauvais. Les tarifs prohibitifs des maisons de repos ou des Ehpad finissent directement dans les poches des propriétaires ou des agences de santé, qui préfèrent faire fonctionner les établissements à flux tendu plutôt que d'embaucher. En 2018, il n'y avait en moyenne que 6 infirmiers pour 100 résidents, une situation déplorable.

2 EMMAÛS : RÉPRESSION DES GRÉVISTES

Nous vous en parlions dans la Cause du Peuple à la fin de l'année dernière. Les grévistes d'Emmaüs du nord de la France protestent contre l'exploitation subie essentiellement par les compagnons sans-papiers. Pour tenter de briser la grève, différentes communautés d'Emmaüs mises en cause ont prononcé des exclusions, et plusieurs personnes ont rapporté avoir eu le chauffage et l'eau chaude coupée en plein hiver. Les demandes légitimes des travailleurs sans-papiers ne peuvent pas être muselées par de telles mesures !

3 HÔPITAUX : UNE MENACE DE "GRÈVE DU ZÈLE" PAR LES URGENTISTES POUR LES JO

Comment gérer l'afflux de millions de touristes pour les JO sans embaucher du personnel hospitalier ? La réponse est facile : il suffit de priver les personnels de leurs congés, en les forçant à travailler pendant les JO ! Évidemment, dans un milieu déjà mis en forte tension par la gestion calamiteuse de la « crise COVID » et les réformes successives de la santé, l'idée fait bondir. Dans les Yvelines, plusieurs ambulanciers parlent déjà de « grève du zèle », c'est-à-dire un refus de toutes les heures supplémentaires, astreintes etc, si la mesure venait à être confirmée.



4 MONT SAINT-MICHEL : VICTOIRE DE LA GRÈVE POUR LES SALAIRES ET LES POSTES !

Les fêtes de Noël ont été agitées au Mont-Saint-Michel ! Les employés ont frappé un grand coup en perturbant l'accès au site avec des visites annulées, la boutique de l'Abbaye fermée... Les agents revendiquaient la création de postes de travail sans lesquels la situation était trop tendue, ainsi qu'un rééquilibrage des salaires. Après 15 jours de grève, ils ont réussi à obtenir ces avantages dans un accord, avec en addition un engagement pour la reconnaissance des personnels parlant des langues étrangères. Rappelons qu'en France, 1 300 000 personnes travaillent dans le tourisme, l'immense majorité à des emplois fortement exploités et mal payés.

5 ARDÈCHE : GRÈVE POUR LES SALAIRES DANS LA CENTRALE DE CRUAS

EDF augmente ses tarifs et n'a jamais exporté autant d'électricité ! Pourtant, il semble qu'entre l'entreprise et les salariés, le courant ne passe pas. En Ardèche, ceux-ci se sont mis en grève pour réclamer une hausse de salaires qui couvre l'inflation de 2023, ce qui n'est pas le cas du projet actuel malgré des bénéfiques records. Dans une période hivernale de froid fort, la menace des salariés de retarder le redémarrage d'un des réacteurs de la centrale est prise au sérieux par la direction.

Gouvernement Attal et deuxième quinquennat de Macron : accélération dans la réactionnarisation

Nous sommes désormais dans une nouvelle phase du deuxième quinquennat de Macron : 7 ans au pouvoir et un nouveau gouvernement pour une nouvelle phase. Déjà, la presse bourgeoise titre sur la « jeunesse » du nouveau premier ministre, sensée être la carte maîtresse de Macron pour préparer les élections européennes et en toile de fond, la présidentielle de 2027.

Nous pouvons donc tirer le bilan du gouvernement de Borne : réforme du chômage, réforme

des retraites, répression du mouvement syndical, emprisonnement massif des révoltés de juin 2023 (95 % de condamnations), criminalisation du soutien à la Palestine et enfin loi immigration. Tout ça avec le deuxième plus grand usage du fameux 49.3 de l'histoire de la 5^e République.

Si nous replaçons ce gouvernement dans le contexte plus général de l'État bourgeois français, on voit qu'il a été nommé par Macron pour un temps de crise : Borne était une technocrate peu clivante politiquement, à un moment où Macron a perdu la majorité absolue au Parlement ; elle a mené des réformes éclairées et violentes, dont la bourgeoisie avait besoin

pour restructurer l'appareil productif et se préparer à la guerre, avec notamment l'augmentation du budget des Armées à 413 milliards d'euros pour les 7 prochaines années. Enfin, elle a permis à Macron d'accroître le présidentielisme en recourant au 49.3, au décret, et finalement en étant expulsée de son poste par une « démission » forcée typique des Premiers Ministres jetables. Elle a ainsi dit dans sa lettre de démission : « *il me faut présenter la démission de mon Gouvernement* ».

Ce qu'on appelle la réactionnarisation de l'État bourgeois est ici parfaitement décrite. Le système démocratique bourgeois parlementaire français connaît progressivement une évolution dans laquelle il s'écroule. C'est un premier aspect du problème, l'autre arme de la bourgeoisie c'est la négation complète de la démocratie : le fascisme. Dans ce processus de réactionnarisation, Macron est depuis 2017 l'acteur principal : c'est lui qui guide ce développement qui vise à repousser la crise de l'impérialisme français, restructurer l'État bourgeois et écraser les soulèvements prolétariens.

Plusieurs exemples permettent de comprendre facilement cette tendance. Par exemple, l'utilisation du décret, du 49.3, la négation du Parlement et des partis politiques, tout cela renforce la tendance à l'absolutisme présidentiel, qui est marquée historiquement dans l'Histoire française par les régimes les plus réactionnaires.

Concernant les principes démocratiques bourgeois universellement reconnus, Macron s'est fait sermonner le 8 janvier par un de ses soutiens dans la sphère intellectuelle : l'académicien François Sureau. Le Monde rapporte que celui-ci, ainsi que Laurent Fabius, président du Conseil Constitutionnel et ancien politicien socialiste important, ont reproché à Macron de piétiner la notion « d'État de droit », qui est une base essentielle de la démocratie bourgeoise. De la même manière, le passage de la loi immigration, dernier acte politique de Borne, a montré toutes les failles de la bourgeoisie au pouvoir : le Parlement a été utilisé dans un cirque qui a abouti au vote d'un texte soutenu par le gouvernement, tout ça pour que



ce même gouvernement dise quelques jours plus tard qu'il y a des « dispositions anticonstitutionnelles dans la loi » et s'en remette au Conseil Constitutionnel. Ce dernier, par l'intermédiaire de Fabius cité plus haut, s'est plaint qu'on ne devrait pas « voter une loi si on sait qu'il y a des éléments anticonstitutionnels dedans ». Ainsi, en un seul exemple, toutes les institutions de la bourgeoisie s'effondrent et leurs relations mutuelles tournent à la mauvaise blague. Enfin, cet exemple nous permet même de saisir la relation mutuelle entre ce processus au sein de l'État bourgeois et le fascisme, puisque les forces les plus fascistes, comme le RN, ont réclamé avec vigueur (et ils avaient raison) une victoire idéologique dans le passage de la loi immigration.

Macron a décidé de donner à 2024 une nouvelle teneur en virant Borne pour la remplacer par Attal. Celui-ci, jeune et dynamique (ça vous rappelle quelqu'un ?) est là pour donner un second souffle vers les élections européennes et au-delà. Mais officiellement, il est surtout là pour accomplir le projet annoncé par Macron dans ses vœux, c'est-à-dire le « réarmement ». Derrière cette expression se cache en réalité la partie émergée de l'iceberg. Macron, en tant que chef de file de la bourgeoisie impérialiste française, n'assume évidemment pas toute la réactionnarisation : il prétend réformer pour précisément « éviter le passage de l'extrême-droite » etc. Mais derrière le « réarmement » (militaire, économique, civique) se

cache précisément cette tendance réactionnaire. Le gouvernement Attal, en conservant Darmanin à l'Intérieur et Le Maire à l'économie et aux finances, change peu de choses aux grandes affaires de l'État. Avec sa suppression de plusieurs ministères (logement, fonction publique, transports) et la fusion d'autres (santé et travail, éducation et jeunesse), il accélère ce qui a déjà été entamé par Borne.

Attal est un avatar parfait : l'ancien jeune socialiste dirige aujourd'hui un des gouvernements les plus réactionnaires des 15 dernières années

Attal, c'est d'ailleurs un avatar parfait de cette réactionnarisation : lui, jeune socialiste qui a soi-disant connu son éveil politique en 2002 alors que Jean-Marie Le Pen était au second tour de l'élection présidentielle, il dirige aujourd'hui un des gouvernements les plus réactionnaires des 15 dernières années en ayant été l'un des artisans majeurs de la politique de Macron depuis 6 ans. Ceux qui prennent l'exemple des années Sarkozy pour comparai-

son se trompent : l'avancement à vitesse grand V de la réactionnarisation ne fait pas du gouvernement Attal un « nouveau gouvernement Sarkozy », c'est sur une base bien plus réactionnaire qu'il commence. Quand Sarkozy avait fait passer la réforme des retraites de 2010, Hollande avait fait un décret en 2012 pour annuler certaines dispositions. Aujourd'hui, si un successeur de Macron ou Le Pen est élu en 2027, il n'y a aucun doute que l'esprit des lois réactionnaires des quinquennats 2017-2027 sera non seulement conservé, mais encore développé et approfondi.

En guise de conclusion, on peut dire que ce qu'il se passe en ce moment dans le gouvernement bourgeois n'a rien de surprenant. De crise en crise, pour repousser la chute inéluctable de l'impérialisme en général et de l'impérialisme français en particulier, les bourgeois jouent à un jeu dangereux. Ils durcissent leur régime pour museler la révolte du prolétariat, sans se rendre compte que celui-ci se lève plus fort à mesure que la politique bourgeoise devient verrouillée, corrompue, et détestable. La réactionnarisation du deuxième quinquennat de Macron, c'est bel et bien le serpent qui se mord la queue : il creuse sa propre tombe en cherchant à se sauver. Nous, qui voyons le bateau de la bourgeoisie couler, nous ne devons pas avoir peur de l'avenir ou chercher à être sauvés par les menteurs de droite ou de gauche : nous savons que notre résistance sera victorieuse !

Les réactionnaires peuvent-ils gagner ? Un exemple historique

Quand nous disons que les mesures réactionnaires de la bourgeoisie doivent nous pousser à lutter, certains pensent « oui mais, et si la réaction gagne ? Si le fascisme passe ? » Pour répondre à cette question, prenons un exemple historique.

En 1938, la France est gouvernée par la droite de Daladier, qui se prépare à la guerre contre l'Allemagne Nazie. Celui-ci annule les lois du Front Populaire qui avaient été conquises dans la grève. Il encourage les licenciements et interdit les organisations

liées à l'Union Soviétique. Après la défaite française, les pleins pouvoirs sont votés par la bourgeoisie à Pétain qui met en place un régime fasciste de collaboration avec les nazis. De 1938 à 1945, on voit donc une période qui fait partie des plus réactionnaires de l'Histoire de France.

Mais loin d'être écrasées, les masses se sont au contraire révoltées. Les maquis et les groupes de Résistance ont été rejoints en masse par les ouvriers et les paysans, et même la bourgeoisie a dû reconnaître le caractère prolétarien et populaire de la Résistance. Les ouvriers sont en armes, et c'est immédiatement après cette période de réaction profonde que l'on trouve les mesures

sociales les plus radicales. Ni le système de retraites, ni la sécurité sociale ne sont nées d'une élection où la gauche est arrivée au pouvoir, ou d'une simple manifestation : si la bourgeoisie a été obligée de lâcher temporairement ces concessions, c'est qu'elles ont été conquises par la lutte armée de cent mille communistes, de millions de masses ouvrières et paysannes.

Ainsi, les réactionnaires sont toujours balayés, ils ne peuvent se maintenir très longtemps car leur politique demande l'oppression de la majorité. Aujourd'hui, tout ce que la bourgeoisie fait en tentant de se maintenir, c'est préparer les forces qui détruiront son pouvoir.

Loi immigration : une mesure de division supplémentaire pour réprimer le prolétariat

Note de la rédaction

Cet article a été écrit avant la décision du Conseil Constitutionnel du 25 janvier. La loi voulue par Darmanin et Macron a été totalement approuvée, avec seulement une censure pour les ajouts de la droite. Nous considérons que l'analyse ci-dessous est toujours pertinente pour comprendre la dynamique politique et les plans de la bourgeoisie.

Des milliers de personnes ont marché contre la fameuse « loi immigration », adoptée à la fin de l'année 2023 par le Parti de Macron, la droite et le Rassemblement National au Parlement. Mais que contient cette fameuse loi ? Pourquoi peut-on dire qu'elle est une nouvelle attaque pour diviser et réprimer les prolétaires ?

Concrètement, la loi adoptée permet d'expulser plus facilement les étrangers, de durcir l'accès aux aides, de faire payer aux étudiants étrangers des frais supplémentaires... On peut aussi citer la fermeture de l'accès aux hébergements d'urgence, la restriction de l'accès aux soins, la fin du droit du sol automatique...

En bref, ces mesures ont pour seul objectif davantage de répression par l'État bourgeois !

Les mesures adoptées renforcent deux tendances :

Premièrement, dans le cadre de la réactionnarisation de l'État bourgeois français, les droits des Français et des étrangers deviennent de plus en plus éloignés, ce qui va contre un bon nombre de principes portés par la bourgeoisie elle-même : les droits de l'homme en général, l'égalité des droits en particulier.

Deuxièmement, cela divise davantage les prolétaires français des « autres » prolétaires, notamment avec le projet de mettre fin au droit du sol automatique, qui fait des enfants d'étrangers des Français de pleins droits car ils naissent, grandissent, étudient et travaillent en France car leurs parents y résident. Avec la décision du Conseil Constitutionnel sur la loi Darmanin, il aurait été possible d'expulser

ou de réprimer des enfants nés en France. La bourgeoisie veut créer plusieurs catégories de prolétaires, qui ont des droits différents, pour leur éviter de s'unir. C'est une vieille politique qui était déjà dénoncée par Marx en Angleterre au 19^e siècle : « *Ce qui est primordial, c'est que chaque centre industriel et commercial d'Angleterre possède maintenant une classe ouvrière divisée en deux camps hostiles : les prolétaires anglais et les prolétaires irlandais. [...] Cet antagonisme est artificiellement entretenu et développé par la presse, le clergé et les revues satiriques, bref par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise.* » Cela s'applique aussi aujourd'hui en France.

Avec cette loi, la bourgeoisie française se sert du sujet de l'immigration pour agir contre le prolétariat (qu'il soit français ou non, car combien d'enfants et d'adultes français souffriront indirectement des mesures qui toucheront leurs parents, leurs cousins, amis ou bien leurs partenaires qui n'ont pas la nationalité ?), alors

même que, faut-il encore le rappeler, l'immigration des pays opprimés est le résultat de la domination impérialiste du monde. Pour la situation française, c'est l'impérialisme français lui-même qui pousse les migrants à prendre les pires risques pour venir être exploités en France. Comme le rappelait le Mouvement Populaire du Pérou (MPP) en 2023 à l'occasion de la soi-disant « crise de Lampedusa » : « *Nous réaffirmons notre conviction que les grands mouvements de population des nations opprimées vers les pays impérialistes sont liés aux trois contradictions du monde actuel. C'est le développement de la contradiction principale [entre puissances impérialistes et nations opprimées] qui détermine les hauts et les bas des flux migratoires [...]. Il s'agit donc de l'expression du plus grand parasitisme ou de la décomposition de l'impérialisme, un vieux père malade et mourant, et de son rejeton, le capitalisme bureaucratique, un fils malade et mourant.* »

1. Les deux autres contradictions du monde actuel sont la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat et la contradiction entre les pays impérialistes.





Action d'envahissement de la direction du CHU de Rennes, le 10 octobre.

CHU de Rennes : la honte de la sous-traitance à Net Plus

Au CHU de Pontchaillou, à Rennes, le service de nettoyage est sous-traité. C'est l'entreprise Net Plus qui a récupéré le contrat en 2022, et en a profité pour modifier l'organisation du travail en janvier 2023. L'entreprise bretonne est un géant du secteur, et s'exporte en dehors de la région depuis 10 ans, assurant du service de ménage pour des banques, des bailleurs sociaux, jusqu'à la grande distribution.

Le désastre de l'isolement dans la sous-traitance

Au printemps 2023, plusieurs salariées de l'entreprise travaillant à Pontchaillou parlent d'irrégularités sur leurs fiches de paye, de nombreuses d'heures impayées. Net plus profite du fait qu'une partie de ses salariées (quasi toutes des femmes) ont des difficultés dans la lecture des fiches de paye et du français pour leur extorquer des heures de travail gratuit. Depuis déjà quelques mois, les problèmes s'enchaînent : les cadences augmentent, le matériel est défaillant, on en demande toujours plus et on vire une collègue, on cherche à en faire craquer d'autres avec le surmenage et le harcèlement des petits-chefs. L'objectif de la direction est clair : faire autant de travail avec moins de main d'œuvre.

Rachida, qui a connu de nombreux arrêts maladie : « Le soir, en rentrant chez moi, je ne vais

pas bien du tout! On nous demande de rester 5 minutes par pièce mais toutes les pièces ne font pas la même taille! C'est sans pause! J'y arrive pas! J'y arrive plus! [...] Dès qu'on n'arrive pas à faire le travail, ils licencient. » Malika poursuit, mise à la porte au début de l'année : « J'ai travaillé 8 mois entre l'été et janvier, et ça se passait bien. Un nouveau chef d'agence est arrivé et m'a dit que j'avais 5 étages en plus, sur le même temps de travail. Il m'a dit que si j'étais pas d'accord, c'était dehors! Et c'est ce qui s'est passé! »

La solidarité de quartier comme moteur

Après plusieurs rencontres entre salariées et des collectifs du quartier de Villejean-Kennedy, un comité de soutien est créé et une première action est planifiée. L'objectif est de viser la direction de l'Hôpital, qui emploie Net Plus. Les réunions s'organisent principalement autour de « Si on S'allait? », association de lutte et d'entre-aide des habitants du quartier. Plusieurs tactiques d'action sont alors mises en avant : non seulement mettre plus de collègues dans la boucle et constituer une section syndicale CGT (avec le soutien de SUD), mais aussi organiser la pression avec la solidarité des réseaux du quartier, aussi bien sur la direction de Net Plus que sur celle du CHU.

Le 10 octobre 2023, c'est plus d'une cinquan-

taine de personnes, aussi bien salariées que soutiens, qui envahissent les locaux de la direction de l'hôpital avec du matériel de ménage, pour « aider les camarades de Net Plus qui n'y arrivent plus » et exiger un rendez-vous avec la direction. Après plus d'une heure d'agitation et la négociatrice de la police dans l'impasse, les flics se préparent à faire évacuer par la force. C'est sur la menace de ce désastreux coup de com que la direction de l'hôpital accepte de recevoir des porte-paroles pour un rendez-vous. L'action a été un premier coup de pression pour Net Plus, recadrée par le CHU, rappelant que la réévaluation du contrat de sous-traitance tombe prochainement.

Par peur de perdre son contrat, le PDG, Bruno Coeurdray, reçoit donc une délégation fin décembre. Il se veut rassurant, cédant sur TOUTES les revendications : réembauche de Malika, fin du harcèlement, réécriture des fiches de poste et diminution de la charge de travail, etc. Un mois après, les changements « sont en cours », avec un second rendez-vous planifié pour fin février. Ce qui est certain, c'est que la situation ne pourra plus rester comme avant. Un mauvais coup de plus, et ce n'est plus 50, mais 100 camarades qui lui feront face.



Des manifestants à Yangon, au Myanmar, en mars 2021.

Myanmar : un point chaud de lutte contre l'impérialisme dans le monde

En 2021, un nouveau coup d'État militaire a lieu au Myanmar (Birmanie), entraînant une guerre civile encore en cours. Divers groupes armés sont impliqués dans le conflit, soutenus par différentes forces impérialistes qui s'affrontent pour le contrôle du pays, tandis que des forces armées de résistance se renforcent, faisant du Myanmar un point chaud de la lutte entre impérialistes et contre ceux-ci.

Depuis son indépendance officielle en 1948, le Myanmar, ancienne colonie britannique, a connu plusieurs coups d'État et insurrections, qui ont abouti à de nombreux régimes militaires pour réprimer le peuple avec l'aide des impérialistes étrangers. Le Myanmar est en effet composé à 68 % d'une ethnie majoritaire, les Birmans, mais les minorités nationales luttent pour leur indépendance. La situation politique du pays s'est brièvement stabilisée en une pseudo-démocratie bourgeoise à partir de 2010, mais en 2021, le gouvernement birman dirigé par la Ligue nationale pour la démocratie (LND), est démis par un coup d'État militaire de Tatmadaw (l'armée nationale). La LND se recompose rapidement sous le nom de

Gouvernement d'unité nationale (NUG). Certains de ses membres s'exilent à l'étranger et le NUG, qui se réclame légitime gouvernement birman, cherche la reconnaissance internationale auprès d'alliés impérialistes. Il l'obtient rapidement : le 5 octobre 2021, le Sénat français adopte à l'unanimité une résolution visant à reconnaître officiellement le NUG comme le gouvernement officiel du Myanmar. L'ONU continue à reconnaître Win Myint, le Président démis, comme Président du Myanmar. De nombreuses entreprises se retirent du pays, comme Total et Chevron (la deuxième compagnie pétrolière des États-Unis), qui y exploitent le champ de Yadana pour son gaz naturel. Pendant ce temps, la junte militaire au pouvoir déclare le NUG illégal et organisation terroriste, accusation que le NUG renvoie à la junte.

Le NUG est largement soutenu par les impérialistes occidentaux, notamment les États-Unis, où il a des bureaux¹. La politique de l'impérialisme américain à l'égard de la guerre civile au Myanmar est définie dans le BURMA Act et vise principalement à ne pas céder le terrain à l'impérialisme chinois. Le BURMA Act appelle à soutenir ceux qui s'opposent à la junte militaire, en particulier le NUG, et débloque

des fonds spéciaux pour soutenir l'opposition jusqu'en 2027. Ces fonds comprennent entre autres une « assistance non létale »² aux groupes armés qui luttent contre la junte. La loi demande également que la Chine et la Russie rendent des comptes pour leur soutien présumé à la junte militaire. L'État chinois aurait en effet vendu pour plus de 250 millions de dollars d'armes à la junte, y compris des avions de chasse; et au niveau diplomatique, la Chine a fréquemment empêché le Conseil de sécurité de l'ONU de publier des résolutions condamnant la junte birmane. L'État chinois cherche avant tout à stabiliser le pays, car il est lancé depuis plusieurs années dans un vaste projet impérialiste (35 milliards de dollars) de construction d'un réseau de routes, de chemins de fer, de pipelines et de ports à travers le pays pour accéder à l'océan Indien.

Mais depuis quelques mois, les intérêts impérialistes chinois se voient menacés par un large réseau d'escroquerie qui s'est développé le long de la frontière : 120 000 travailleurs, dont des dizaines de milliers de Chinois, ont été victimes de la traite des êtres humains vers le Myanmar. Organisé par des gangs chinois, en collaboration avec la junte birmane, ce ré-

1. Le NUG a également des bureaux de représentation au Royaume-Uni, en Norvège, en France, en République tchèque, en Australie et en Corée du Sud.

2. En Syrie et en Ukraine, cette « assistance » a notamment consisté à fournir des uniformes, des armures, des véhicules militaires blindés, des radars ainsi que des fournitures médicales.

seau contraint ses victimes à travailler dans des centres d'escroquerie en ligne, rapportant des milliards de dollars. La Chine a exhorté la junte militaire à prendre des mesures contre les escrocs, mais celle-ci, corrompue, n'est pas en mesure de gérer la situation. Le 3 janvier dernier, au cours de combats le long de la frontière, un obus d'artillerie aurait explosé du côté chinois de la frontière, faisant des victimes chinoises. Un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a condamné les affrontements et a déclaré que « *la Chine prendra toutes les mesures nécessaires pour préserver la sécurité des vies et des biens de ses citoyens* ».

La junte, dont la légitimité est contestée par le NUG à l'international et dont le soutien chinois s'affaiblit toujours plus, est aussi mise à mal en interne du pays. Des forces armées de résistance se développent, notamment dans les territoires des minorités nationales³. Si une partie est organisée par le NUG, soutenu par l'impérialisme yankee, une autre est constituée de groupes armés ethniques luttant pour leur libération nationale. En octobre et novembre dernier, une offensive majeure toujours en cours, connue sous le nom d'Opération 1027, a été lancée par les forces de résistance, capturant des territoires clés dans le commerce avec la Chine. Face à la résistance populaire croissante, le régime militaire fait régner la terreur et commet des massacres contre les civils : bombardements d'artillerie, frappes aériennes et attaques de drones. Les attaques contre la population ne font que renforcer la résistance, qui intensifie son combat en bénéficiant d'un plus grand soutien de la part de l'opinion publique. Selon certains chiffres⁴, les forces du régime militaire seraient passées de 300 000 à 400 000 à 150 000, dont seulement 70 000 sont des soldats formés au combat, tout cela à cause des décès et des désertions. Le régime militaire ne cesse de perdre des territoires et il n'est pas en mesure d'en regagner. Il ne contrôlerait plus qu'environ 20% des communes du pays et aurait déjà perdu plus de 300 bases militaires depuis le début de l'Opération 1027.

La lutte au Myanmar continue de montrer que, bien que les classes dirigeantes et l'impérialisme disposent de bien plus de moyens militaires et mènent une politique terroriste contre le peuple, le peuple persiste encore et encore dans sa lutte, infligeant de graves revers et des pertes considérables à ses oppresseurs.

3. Ces territoires sont Kachi, Chin, Sagaing, Kayah, Kayin, Mon et Tanintharyi.

4. Ye Myo Hein, *Myanmar's Military Is Smaller Than Commonly Thought — and Shrinking Fast* (2023). USIP.



Depuis plusieurs années, la région de l'Asie du Sud est secouée par des soulèvements populaires, comme au Myanmar, mais aussi en Inde¹, au Pakistan, au Bangladesh...

Le Pakistan traverse une lourde crise économique. Ces dernières années, environ 1 600 usines textiles ont fermé leurs portes, soit un tiers des usines textiles du pays pour qui cette industrie représente 60% des exportations. Suite à cela, 700 000 travailleurs ont perdu leur emploi. L'inflation a atteint un pic en juin dernier à 38%, et le coût de certains produits alimentaires essentiels a parfois plus que doublé. La crise que le Pakistan connaît est également politique, suite à l'éviction en 2022 du Premier ministre Imran Khan par un vote de censure de l'Assemblée nationale. Cette manœuvre, suivie de l'emprisonnement de Khan sur des motifs douteux, a servi à satisfaire les États-Unis, qui étaient mécontents de son positionnement sur la guerre en Ukraine, trop pro-Russie. Mais elle a surtout déclenché la colère des masses qui se sont rassemblées dans de nombreuses manifestations à travers tout le Pakistan. Le pays est en tension avec ses voisins, l'État ayant lancé une expulsion massive (2 millions de personnes) des Afghans présents sur le territoire, mais aussi avec l'Iran, leur frontière étant régulièrement soumise à des attaques au nom de la lutte antiterroriste.

Le Bangladesh est aussi le lieu de soulèvements massifs depuis des mois. En juillet dernier, des dizaines de milliers de personnes ont participé à des manifestations contre le gouvernement. La police a ouvert le feu sur les masses en lutte qui n'ont pas hésité à déclencher des émeutes et incendier des véhicules. De nouvelles manifestations ont éclaté fin octobre, les plus grandes depuis une décennie, et l'État bangladais a dû mobiliser ses paramilitaires. Les protestations contre le gouvernement se sont poursuivies jusqu'aux élections législatives du 7 janvier. Au moins 19 bureaux de vote ont été incendiés, ainsi que des dizaines d'écoles, de bus et d'infrastructures publiques. L'impérialisme américain est le principal impérialiste qui opprime le pays : il détient le plus grand nombre d'investissements directs dans le pays et il y est également impliqué par le biais du FMI. Les impérialismes américain et russe s'accusent mutuellement d'interférer dans les élections et ont envoyé des observateurs pour les surveiller, tandis que l'État a déployé 800 000 agents de ses forces répressives le jour du scrutin. Malgré toutes les mesures spéciales de l'État, 60 à 72% des électeurs éligibles se sont abstenus de voter. Malgré une victoire électorale majeure, le gouvernement n'a pas réussi à légitimer son pouvoir.

1. Lire les pages 10-11 et la page 14.

Luttes internationales du prolétariat et des peuples opprimés

1 INDE

En Inde, la guerre populaire gagne du terrain et de nombreuses actions ont pu être réalisées sous la direction du Parti Communiste d'Inde (Maoïste). Le 21 décembre dernier, des sabotages d'envergures ont touchés les réseaux ferrés des États indiens du Jharkhand et de l'Odisha, perturbant sévèrement l'activité. Le tout dans un contexte de grèves nationales massives alors que le pays traverse une grande crise démocratique face au pouvoir fasciste du parti national hindou. Le 24, des soldats du Groupe des opérations spéciales, unité d'élite anti-guérilla, sont tombés dans un piège tendu par les maoïstes et deux ont été blessés par des engins explosifs improvisés, le 5 janvier trois autres commandos ont connu le même sort. Enfin, des engins de chantiers de constructions ont été touchés le 6 ainsi qu'une mine de bauxite dans la nuit du 8 au 9 janvier avec 7 véhicules incendiés. Ces opérations victorieuses viennent porter sévèrement atteinte aux intérêts impérialistes dans la région, mettant un coup d'arrêt aux activités de pillages des ressources naturelles. Des affiches du PCI (Maoïste) ont été retrouvés dans le district de Boudh, en Odisha, avec certaines des demandes de la guérilla. On y retrouve notamment la juste répartition des terres forestières entre les différentes tribus, la fin des cultures illégales de cannabis sur des terres cultivables, des emplois pour les jeunes et le versement d'allocations pour les chômeurs.

2 BRÉSIL

Au Brésil, les détenus de l'Unité pénitentiaire d'Itacoatiara, en Amazonie, se sont rebellés pour exiger le respect de leurs droits fondamentaux alors qu'ils en sont privés. Cela inclut le manque d'électricité, d'eau, de nourriture et le non-respect du droit de visite. Concernant ce dernier, l'installation d'un scanner de fouille corporelle est un prétexte conduisant les surveillants à refuser arbitrairement l'entrée. Ces terribles conditions ont poussé les prisonniers à se révolter et ils ont mis le feu à leurs matelas pour protester. La répression ne s'est pas fait attendre et la police n'a pas hésité à répliquer violemment à coup de gaz au poivre, tirant sur les manifestants. Dans la foulée, la presse locale s'est empressée de verser dans le sensationnalisme et le mensonge en faisant de cette protestation une guerre de gang et en disant que les détenus n'ont pas hésité à faire des otages. Cette version a été réfutée par les membres des familles des prisonniers dont certains ont pu être présents ce jour-là. Ils ont confirmé ne pas avoir été pris en otage et, qu'au contraire, les rebelles n'ont eu de cesse de crier à la police d'arrêter de tirer pour laisser les familles sortir. Le cas des prisons au Brésil est particulier, surtout en Amazonie. Déjà parce que la population carcérale y est très élevée, l'État d'Amazonas dans lequel se situe la prison d'Itacoatiara, compte une surpopulation de 196,2% dans ses unités carcérales avec 10 692 détenus pour 3 610 places. De plus, selon les



défenseurs des droits locaux, il y a de graves problèmes, à commencer par les détentions provisoires de plusieurs années laissées sans plainte, des exécutions de peines plus graves que le régime prononcé ou encore des délais largement dépassés qui ne sont pas respectés. Selon les données nationales de 2021, 35 % des prisonniers n'ont pas été jugés et ce chiffre grimpe à 46,9 % en Amazonie.

3 CONGO-BRAZZAVILLE

Le fleuve Congo est sorti de son lit le mercredi 10 janvier pour atteindre jusque 6,20 mètres. Un tel niveau est inédit depuis le record historique de 6,26 mètres en 1961. Plus de 300 personnes ont été tuées, environ 300 000 foyers ont été touchés. Ces crues d'une violence exceptionnelle dans la région ne sont pas sans rappeler les destructions spectaculaires des inondations dans le Pas-de-Calais en France. Le point commun entre ces deux épisodes est le capitalisme et les désastres écologiques que ce système pourri, sans aucune considération pour les vies humaines et l'environnement, engendre à la pelle. Mais si les crues au Congo font autant de morts par rapport aux inondations en France, c'est parce que le pays est dans l'impossibilité de se doter d'infrastructures cruciales et des moyens concomitants d'aide à la population. Pour les Congolais, c'est la double peine et le coupable de cette situation est l'impérialisme pourrissant qui atrophie complètement le pays, condamnant les jeunes prolétaires congolais à l'enfer des mines de coltan et livrant des générations entières à la mort et à la misère.



4 PALESTINE

Après plus de 100 jours de guerre, atteints le 14 janvier dernier, Israël affirme être dans la « troisième phase » de la guerre. Jusqu'à présent, l'État sioniste n'a atteint aucun de ses objectifs, contrairement aux Palestiniens qui, avec l'initiative du conflit, avancent chaque jour vers leurs objectifs. Selon les mots du ministre génocidaire de la « Défense » Yoav Gallant, la première phase avait pour tactique « une campagne militaire avec [des frappes aériennes] puis avec des manœuvres [terrestres] » et pour objectif « détruire les capacités opérationnelles et endommager les infrastructures, en afin de vaincre et de détruire le Hamas », notamment dans le nord de la bande de Gaza. Les frappes aériennes ont certes été menées, mais sans être liées à un quelconque objectif militaire de démantèlement du Hamas : à plusieurs reprises, des avions militaires ont dirigé leurs bombes sur des hôpitaux, par exemple, violant toutes les conventions et lois internationales. La deuxième phase devait se poursuivre par des combats, mais à une intensité moindre, les troupes sionistes devant agir pour « éliminer les poches de résistance », notamment dans le sud et le centre de la bande de Gaza. Mais

il n'y a eu aucune élimination d'une quelconque « poche de résistance », plutôt la poursuite d'attaques génocidaires désespérées. Le retrait des troupes, des soldats de réserve mobilisés et de la très décorée Brigade Golani de la bande de Gaza n'avait rien de stratégique de la part des de l'armée israélienne. Bien au contraire, ce fut une victoire pour la Résistance nationale palestinienne et une défaite militaire et politique pour Netanyahu et pour l'État sioniste tout entier. Pas même une seule brigade palestinienne n'a été dissoute ni même retirée de la bataille, tandis que les sionistes se retiraient. La troisième phase serait celle de « la création d'un nouveau régime de sécurité dans la bande de Gaza (...) ». Mais face à l'échec de la stratégie israélienne, cette troisième phase a dû opter pour des « frappes chirurgicales », c'est-à-dire des opérations sélectives contre les fortifications du Hamas. Le soutien des États-Unis à Israël a probablement augmenté dans cette phase par l'intermédiaire de la CIA, écran de fumée pour détourner les yeux de la défaite stratégique. Sur le deuxième front imposé par la Résistance nationale palestinienne à Israël, la Cisjordanie, le scénario n'a pas été très différent. Aucune organisation de résistance n'a été démantelée ou n'est assiégée. Les Brigades Al-Qods, à la mi-janvier, y ont annoncé la création d'une autre brigade. Une attaque explosive contre le camp de réfugiés de Jénine a détruit des véhicules et tué et blessé des soldats sionistes peu avant, dans une embuscade spécialement tendue pour attirer les soldats sionistes dans le camp. Au 100^{ème} jour de la bataille, la Brigade des martyrs d'Al-Aqsa a annoncé la formation d'un Conseil militaire couvrant l'ensemble de la Cisjordanie occupée, les localités situées en dehors de la Palestine occupée, les camps de réfugiés et les camps de la diaspora, démontrant que la coordination militaire n'a fait que croître. Les actions militaires de la Résistance nationale palestinienne dans les territoires occupés, dans le ventre de la bête, prouvent que la créativité de ses combattants est sans fin. Les applaudissements des masses et les attaques, parfois spontanées, contre les soldats sionistes, humilient la campagne génocidaire de Netanyahu. Le rejet par le peuple palestinien de la fausse direction de l'Autorité palestinienne, la marionnette de l'impérialisme, qui n'a fait que croître après le 7 octobre, démontre qu'aucune tentative de « normalisation » ne peut réussir.



Guérillas de la New People's Army (NPA) aux Philippines.

Théorie : pourquoi les révolutionnaires sont optimistes ?

Il y a une démarcation entre le mouvement révolutionnaire et le reste de la « gauche » ou du mouvement social en général : c'est l'optimisme qui est porté à chaque instant.

Pourtant, nous vivons tous dans le même monde : celui où l'Ukraine a été agressée par l'impérialisme russe en 2022, celui où Gaza est sous les bombes depuis la fin de l'année 2023. Nous voyons bien tous les problèmes économiques, sociaux, et bien entendu environnementaux qui s'aggravent et qui causent des catastrophes à tous les niveaux. Nous sommes témoins de la réactionnarisation des États bourgeois, de la montée des forces qui réhabilitent le fascisme comme une alternative viable à la démocratie bourgeoise dont les fondements craquent.

Tout cela cause, pour une grande partie de la population, une angoisse et un pessimisme très fort. Que peut-on faire ? On descend dans la rue pour manifester, mais rien ne change. On vote, mais rien ne change. On essaie de faire des choses localement, dans son syndicat, son organisation, mais le monde tourne et met à mal nos petits projets.

Du point de vue du prolétariat révolutionnaire cependant, la situation est bien différente. Quand nous voyons les bases de l'impérialisme se contracter, s'écrouler sur elles-mêmes, pourquoi serions-nous alarmés ? Au contraire, nous savons que cela annonce un nouveau monde !

Contexte historique

Pour le comprendre, il faut partir du contexte historique. Au 21^e siècle, nous vivons toujours à l'ère de l'impérialisme et des révolutions, initiée au début du 20^e siècle. La première grande vague de la Révolution Proletarienne Mondiale a connu un grand reflux à cause du révisionnisme¹ et la bourgeoisie a vite annoncé la « fin de l'Histoire » quand l'URSS s'est effondrée en 1991.

**« Ça va très mal ! »
est une théorie de la
classe des propriétaires
fonciers pour préserver
le vieil ordre féodal.**

Mao

Cependant, ce reflux est terminé. La lutte de classes est au centre de la politique de tous les pays, et les forces révolutionnaires qui ont traversé la tempête des 30 dernières années sont désormais plus puissantes, plus prêtes, et mobilisent les masses. Ces masses qui, par leurs dizaines de millions, bougent partout et sont capables de renverser des gouvernements, des juntes tyranniques ou des pantins

1. Le révisionnisme, c'est prétendre défendre le marxisme et la révolution tout en reniant ses principes de base, comme c'est le cas de l'URSS après 1956 et de la Chine après 1976.

des impérialistes, comme nous l'avons vu en Afrique ou bien en Asie ces dernières années. Il ne manque plus que l'élément conscient pour transformer la rébellion en révolution, pour mettre à bas le vieux système.

Le contexte dans lequel nous vivons, c'est celui de la crise générale de l'impérialisme et de la seconde vague de la Révolution Proletarienne Mondiale. Ces deux choses vont ensemble : l'impérialisme est un géant aux pieds d'argile, et la lutte des masses est la condition nécessaire pour son effondrement. C'est l'offensive de la Révolution Proletarienne Mondiale ; pas l'offensive finale, mais la période où, dans tous les pays du monde, de la France au Mali en passant par le Brésil, le prolétariat a une seule mission : prendre le pouvoir pour abattre l'impérialisme.

Dans ce contexte, il y a beaucoup de guerres et de conflits complexes, avec des racines historiques et politiques très différentes. Cela crée un grand chaos, car le niveau de destruction de l'impérialisme est très grand : le budget de l'armée états-unienne est aujourd'hui aussi élevé que pendant la Seconde Guerre Mondiale, alors que les USA sont soi-disant en paix. Mais dans ce militarisme, il faut voir la faiblesse de la bourgeoisie. Si son pouvoir était garanti, pourquoi aurait-elle besoin d'un tel arsenal ? Pourquoi préparerait-elle la guerre ? Chaque bourgeoisie veut faire la guerre pour garantir ses propres intérêts, sa part du gâteau, au détriment du reste du monde.

À l'échelle nationale aussi, la société est en bouillonnement, avec tout un tas de contra-

dictions. Il y a des révoltes, de la destruction, de la colère. Est-ce que ces démonstrations de combativité, que nous avons vu en 2023 pendant la bataille des retraites, Sainte-Soline ou les grands soulèvements de juin, sont mauvaises ou bonnes? Pour la bourgeoisie, c'est certainement mauvais, et on a vu de multiples interventions de Macron pour condamner la violence et déchaîner la répression. Mais quel est notre avis?

Il y a 100 ans, dans les campagnes chinoises, la paysannerie se révoltait contre les propriétaires terriens. Cela prenait 1000 formes différentes, très contradictoires, et certains révolutionnaires suivaient la bourgeoisie qui était effrayée par ce mouvement. Voilà ce que le Président Mao en disait à l'époque : « La révolte des paysans a arraché les hobereaux [NDLR : propriétaires terriens] à leur doux sommeil. Dès que les nouvelles en provenance de la campagne ont atteint les régions urbaines, les hobereaux dans les villes se sont agités. A mon arrivée à Tchangcha, j'ai rencontré toutes sortes de gens et entendu bien des racontars. De la couche moyenne de la société à l'aile droite du Kuomintang, tous s'accordaient à caractériser la situation par ces mots : « Ça va très mal ! ». Dans l'ambiance tumultueuse créée par ce que disaient les adeptes de l'opinion « ça va très mal », même des gens tout à fait révolutionnaires se sentaient déprimés quand, fermant les yeux, ils imaginaient ce qui se passait à la campagne, et ils jugeaient impossible de nier qu'en effet ça allait « mal ». Et ceux qui avaient des idées très avancées disaient : « Oui, ça va mal, mais c'est inévitable en période de révolution ». Bref, il n'était possible à personne de nier complètement que ça allait « mal ». La réalité, c'est, comme il l'a été dit plus haut, que les larges masses paysannes se sont soulevées pour accomplir leur mission historique, quand dans les campagnes les forces démocratiques se sont soulevées pour renverser les forces féodales. La classe patriarco-féodale des despotes locaux, des mauvais hobereaux, et des propriétaires fonciers coupables de forfaits forme la base de cet absolutisme qui dure depuis des millénaires, et c'est sur elle que s'appuient les impérialistes, les seigneurs de guerre et les fonctionnaires corrompus et concussionnaires. Le but véritable de la révolution nationale est précisément de renverser ces forces féodales. Pendant quarante ans, le Dr Sun Yat-sen a consacré toutes ses forces à la révolution nationale; ce qu'il a voulu mais n'a jamais pu réaliser, les paysans l'ont accompli en quelques mois. C'est là un exploit extraordinaire qu'on

n'avait jamais réussi jusqu'alors, ni en quarante ans ni même au cours des millénaires. Cela va donc très bien. Il n'y a rien là-dedans qui aille « mal », absolument rien qui aille « très mal ». « Ça va très mal ! » est évidemment une théorie de la classe des propriétaires fonciers pour préserver le vieil ordre féodal et

réactionnaire, c'est la guerre révolutionnaire pour le balayer.

Par rapport aux problèmes sociaux et environnementaux multiples, seules les larges masses populaires sont capables de les régler, car elles sont les seules à avoir intérêt à un monde sain et vivable. La bourgeoisie pourra inven-



▲ La police mise en déroute lors des grandes révoltes de juin 2023.

empêcher l'établissement d'un nouvel ordre démocratique; c'est évidemment une théorie contre-révolutionnaire. Aucun camarade révolutionnaire ne doit répéter cette sottise. Si les conceptions révolutionnaires se sont définitivement affermies en vous et s'il vous est arrivé d'aller à la campagne voir ce qui s'y passe, vous avez dû certainement éprouver une allégresse peu commune. Des milliers et des milliers d'esclaves – les paysans – jettent à terre leurs ennemis qui s'engraissaient à leurs dépens. Ce que font les paysans est absolument juste; ils agissent très bien! « Ça va très bien! » est la théorie des paysans et de tous les autres révolutionnaires. »² (souligné par nous)

De quoi est fait l'avenir ?

C'est souvent derrière cette question que se cache le pessimisme. Certains croient à l'effondrement, ou ne voient pas comment on pourrait éviter le fascisme et la guerre dans un futur plus ou moins proche. Ils pensent à leurs enfants, à leurs parents, à leurs amis, et sont paralysés par de telles perspectives.

Par rapport à la guerre et aux méfaits de l'impérialisme, nous sommes absolument pour les conjurer, c'est-à-dire s'y opposer frontalement. Mais tant que l'impérialisme existera, la tendance à la guerre existera aussi. Le meilleur moyen de s'opposer à la guerre impérialiste

ter des techniques pour continuer à polluer et quand même « sauver » sa classe pendant que le reste d'entre nous crèvera des particules fines ou des canicules. Seules les masses populaires, et le prolétariat en tête qui fait tourner la société, ont la capacité de transformer l'appareil productif pour le mettre au service de l'immense majorité, ce qui inclut d'arrêter de détruire l'environnement.

Notre meilleure garantie, c'est le poids des masses dans la société. Celui-ci progresse-t-il ou diminue-t-il? Nous sommes 8 milliards, et plus de 5,5 milliards vivent dans les pays opprimés par les puissances impérialistes, où la révolution est une nécessité immense. Il y 50 ans, nous étions plus de deux fois moins, et quand les Russes ont fait la révolution en 1917, ils n'étaient que 120 millions et sortaient de la guerre la plus meurtrière de l'Histoire.

Tout cela signifie que le poids des masses s'intensifie avec le temps, tendanciellement. La bourgeoisie a beau faire miroiter le mythe d'une classe moyenne, elle ne peut garantir le niveau de vie des masses très longtemps. Si ces milliards d'êtres humains prennent en main leur destinée dans une direction révolutionnaire, le monde entier peut être transformé et tous les miracles deviendront possibles. Voilà à quoi rime l'optimisme dans la société actuelle.

2. Rapport sur l'enquête menée dans le Hounan à propos du mouvement paysan, Mao Zedong.

Lalit Jha, accusé d'être le « cerveau » dans l'action des fumigènes au parlement, qualifié de terroriste par les autorités indiennes.

Inde : campagne contre la répression d'État

Depuis 2017, les forces révolutionnaires en Inde font face à l'opération « SAMADHAN » du gouvernement fasciste, qui cherche à lutter contre la guérilla en cours.

À la mi-décembre, dans le Chhattisgarh (centre-est du pays), le gouvernement dénonçait l'élimination d'un sous-inspecteur de police par la guérilla maoïste, ainsi qu'un autre blessé. Ce serait le troisième policier tué depuis le début du mois dans cette région. Le 20 décembre, des maoïstes auraient incendié une machine et un véhicule sur un chantier de construction routière à la frontière entre les États fédéraux du Maharashtra (ouest) et du Chhattisgarh, en soutien à une grève nationale le 22 décembre. Cette frappe intervient après la chute d'un camarade du CPI (maoïste) au combat au Bihar. La veille, deux bus auraient été incendiés par des maoïstes dans le district de Bijapur, dans le Chhattisgarh. Ils ont également bloqué des routes et fait sauter des voies ferrées dans les États fédéraux de Jharkhand et d'Odisha (nord-est). Ici aussi, il a été rapporté qu'il y avait des tracts pour la grève du 22 décembre.

L'opération « SAMADHAN », lancée en 2017, décrit la stratégie de contre-insurrection du gouvernement fasciste indien pour lutter contre la guérilla : S pour « *Smart Leadership* » (leadership intelligent), A pour « *Aggressive Strategy* » (stratégie agressive), M pour « *Moti-*

vation and Training » (motivation et formation), A pour « *Actionable Intelligence* » (renseignement exploitable), D pour « *Dashboard-based Key Result Areas* » (domaines de résultats clés et indicateurs de performance clés basés sur un tableau de bord), H pour « *Harnessing Technology* » (exploiter la technologie), A pour

Là où les forces révolutionnaires s'appuient avant-tout sur les masses ouvrières et paysannes révoltées, le gouvernement central mise tout sur sa supériorité de moyens technologiques

« *Action Plan for Each Theatre* » (plan d'action pour chaque théâtre) et N pour « *No access to Financing* » (aucun accès au financement). Cette stratégie est le reflet de la réalité de la guerre asymétrique qui se joue : là où les forces révolutionnaires s'appuient avant-tout sur les masses ouvrières et paysannes révoltées, le gouvernement central mise tout sur sa

supériorité de moyens technologiques.

En parallèle de la poursuite de la lutte armée, une quarantaine d'organisations démocratiques du pays ont appelé à une grande mobilisation nationale le 29 décembre, contre les atteintes aux droits démocratiques qui se multiplient dans le pays. Il s'agissait aussi de soutenir la libération de Neelam, Amol, Manoranjan, Sagar et Lalit Jha. Ces activistes ont été arrêtés le 13 décembre, après avoir craqué des fumigènes au sein du parlement fédéral, en signe de protestation. La Campagne contre la répression d'État (CASR), qui a initié les manifestations de soutien, exige leur libération, alors qu'ils sont visés par la « Loi de prévention des activités illégales ». Cette loi permet depuis 2019 au gouvernement indien, de qualifier tout opposant de « terroriste », sans procédure judiciaire, ce qui est le cas ici. Des manifestations de protestation, des rassemblements et des réunions publiques se sont tenues dans des collèges, villages, villes et devant les sièges de district de plusieurs États. Des milliers de gens ordinaires ont ainsi exprimé leur inquiétude et leur colère face à la montée du chômage, de l'inflation et du fascisme. Des manifestations ont eu lieu dans les universités de Delhi, de Banaras, d'Allahabad; dans des zones industrielles du nord-ouest, à proximité de New Delhi, mais aussi dans le district d'Ernakulam au Kerala (sud-ouest) et au Bengale occidental (nord-est).

Au Sahel, les masses mettent fin à l'hégémonie de l'impérialisme français

Depuis les décolonisations, les griffes de l'impérialisme français ne lâchent plus ses anciennes colonies d'Afrique. Au système colonial officiel s'est depuis substitué un système mafieux où les monopoles français et les élites africaines complices font affaires sur le dos des masses, exploitant au maximum les travailleurs et les ressources. Quand un problème politique devient trop préoccupant dans le système, la « cellule africaine » de l'Élysée entre dans l'équation, décidant de la liquidation d'un dirigeant ou d'un opposant gênant, ou encore de perturber à son avantage un pan ou un autre de l'économie locale. Cette gestion coloniale ne s'est finalement jamais arrêtée et est toujours le quotidien de millions d'Africains qui expriment aujourd'hui leur juste haine des monopoles, de l'armée et de l'État français.

Les institutions coloniales sont aujourd'hui plus que vacillantes. On peut ici citer les trois principales : 1) la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur le plan économique; 2) l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) pour la gestion monétaire; et 3) le « G5 Sahel » pour l'aspect militaire. Derrière ces acronymes se cache un ensemble d'institutions réactionnaires répondant principalement aux intérêts du vieil impérialisme français dans le Sahel. La politique économique de la CEDEAO déroule ainsi le tapis rouge aux grands monopoles français sous prétexte de « développement », suivi d'une politique monétaire (du Franc CFA) directement alignée sur la Banque de France, puis sur la Banque centrale Européenne. Enfin, le G5 Sahel offrait des bases importantes à l'armée française pour sécuriser ses intérêts sous prétexte de lutte contre le terrorisme, appuyée par les armées locales.

Depuis le début des révoltes et coups d'État antifrançais, l'impérialisme français perd progressivement son hégémonie sur place. C'est un pas gigantesque dans la libération des masses africaines qui se joue sous nos yeux. En 2021, c'est la CEDEAO qui commence à craquer, en suspendant le Mali et la Guinée, avec d'importantes sanctions financières. En janvier 2022, c'est au tour du Burkina Faso d'en être suspendu après un coup d'État similaire, alors que le Mali annonce l'expulsion de l'armée française de son territoire, après 9 ans



À Niamey, capitale du Niger, le 16 septembre 2023.

d'occupations et d'exactions. L'impérialisme français prend peur, et joue l'agressivité et la menace. L'ensemble de la classe politique montre les dents, jusqu'au chef de l'opposition « de gauche », Jean-Luc Mélenchon, qui

La lutte des masses du Sahel a franchi un pas de géant en brisant les bases du système économique et politique de la Françafrique dans de nombreux pays

dénonce, applaudi par toute l'Assemblée nationale : « *Nous ne méritons que le respect* » ; « *Nous n'acceptons pas qu'on expulse notre ambassadeur* ».

2023 marque le coup de grâce du G5 Sahel. L'alliance militaire est dissoute en décembre par les deux seuls membres restants, la Mauritanie et le Tchad, après que le Burkina Faso et le Niger annoncent quitter l'organisation dans un communiqué commun, comme l'avait fait le Mali l'année précédente. Cette dissolution du G5 marque la chute culminante de l'armée

française dans le Sahel en seulement deux ans. Quatre mois plus tôt, Emmanuel Macron faisait planer la menace d'une réponse militaire, d'une guerre, face à l'expulsion annoncée de son armée par le gouvernement du Niger. Ce 28 janvier, la dynamique se poursuit, et le Burkina Faso, le Mali et le Niger annoncent quitter « sans délais » la CEDEAO « sous l'influence de puissances étrangères ».

On pourrait penser que la place prise par les intérêts chinois sur le continent africain ne rendent pas la situation plus simple pour les masses africaines, de même que les groupes de mercenaires russes. C'est en grande partie vrai. Mais la lutte des masses du Sahel a franchi ces deux dernières années un pas de géant en brisant les bases du système économique et politique de la françafrique dans de nombreux pays. Il serait faux de dire que les autres puissances prennent mécaniquement « la place » de la France. La nouvelle concurrence a permis une avancée de premier ordre : briser l'hégémonie régionale de l'impérialisme français par la lutte des masses. C'est une avancée certaine, et on peut affirmer que dans tout développement historique, on ne retourne jamais en arrière, et les masses apprennent toujours de leurs erreurs. Notre siècle sera à coup sûr celui de la libération des peuples d'Afrique.

Brésil : la guérilla méconnue de l'Araguaia

Dans les années 1960, la lutte est intense au sein du Mouvement Communiste International, entre la poursuite de la défense de la révolution armée et la capitulation légaliste et parlementariste. La première voie, celle du marxisme, est défendue ardemment par le Parti communiste de Chine, avec le Président Mao à sa tête, quand la seconde est portée par la clique révisionniste à la tête du PCUS¹. C'est dans ce contexte que les Guerres populaires contemporaines se lancent : en 1967 en Inde, 1969 aux Philippines, puis en 1972 en Turquie. C'est dans ce même torrent révolutionnaire que le Parti communiste du Brésil (PcdoB) décide lui aussi de relever le drapeau rouge et de prendre les armes contre la dictature militaire du maréchal Castelo Branco, soutenu par les États-Unis.

En 1968, Pedro Pomar, le principal cadre révolutionnaire de la direction du PCdoB, publie un article important² sur les apports du Président Mao, de la stratégie de Guerre populaire à la Révolution culturelle, qui anime la lutte du prolétariat en Chine. Cet article va jouer un rôle crucial dans l'assimilation des apports de Mao pour le mouvement communiste brésilien, qui mènent alors la lutte idéologique contre la théorie du « foquisme », qui rayonne sur l'Amérique latine depuis la révolution cubaine³.

Au milieu des années 1960, sous le commandement du communiste Mauricio Grabois, des dizaines de révolutionnaires venus de diverses régions du pays, pour la plupart des jeunes, sont envoyés dans le Pará, État du nord du pays, pour y préparer la future Guerre populaire. Ces militants sont profondément intégrés aux masses de la région, travaillant, vivant et combattant avec elles. La connaissance de la région ainsi que la préparation militaire se fait plus précise au fil des années. C'est le 12 avril 1972 que l'armée brésilienne, alertée de



Arrestation de paysans de la région de l'Araguaia.

la préparation d'une guérilla dans la région de l'Araguaia (au sud-est du Pará), intervient et déclenche le combat. C'est le début de la Guerre populaire au Brésil.

Les Forces de guérilla sont alors dans les masses « comme un poisson dans l'eau » et organisent alors les masses paysannes dans les noyaux de l'ULDP (Union pour la Liberté et les Droits du Peuple). La première année, la guérilla résiste à deux campagnes d'encerclement et d'anéantissement, faisant battre en retraite l'armée réactionnaire. 13 noyaux de l'ULDP organisent alors près de 90% de la population locale et permettent d'incorporer de nouvelles forces dans l'armée de guérilla. En octobre 1973 débute la troisième campagne d'encerclement du régime brésilien, avec une force de près de 20 000 hommes : la plus importante employée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'ennemi emploie tous les moyens, parmi lesquels la torture, le viol, les techniques d'intimidation violentes (corps pendus aux arbres, têtes et mains coupées, etc.) et l'utilisation d'armes chimiques dans cette campagne d'anéantissement. C'est une déroute totale pour la guérilla, qui voit les dirigeants de la Commission militaire assassinés le 25 décembre 1973.

Trois ans après cet échec, Pedro Pomar présente en 1976 un rapport au Comité central du PCdoB pour tirer un bilan des erreurs stratégiques,

en six principaux points. La principale erreur qu'il souligne est que la conception militaire mise en pratique n'était pas celle d'une Guerre populaire. Il met en avant une division trop stricte entre travail politique du parti et militaire de la Commission militaire, une spécialisation faisant que le parti n'était pas au centre de la direction militaire. Ensuite, le travail politique ouvert auprès des masses n'a commencé qu'après le début des combats, par peur de la répression prématurée. Enfin, la conception stratégique concentrait les combats armés exclusivement dans la zone de la vallée de l'Araguaia, avec une absence totale de complément au sein des villes, creusant l'isolement de la guérilla dans une population restreinte et pratiquement sans expérience d'organisation et de lutte précédente. Ce bilan de l'héroïque guérilla de l'Araguaia guide aujourd'hui les communistes brésiliens pour la reprise de la lutte armée, la direction prolétarienne absolue du Parti Communiste et l'initiation prochaine de la Guerre populaire.

Note de la rédaction

Nos sources principales sont ici tirées de l'article « Guerre populaire, voie de la lutte armée au Brésil » du Centre d'études sur le marxisme-léninisme-maoïsme, cité dans le journal *A Nova Democracia* en mars 2012, à l'occasion des 90 ans du Parti communiste du Brésil.



1. Le Parti communiste d'Union Soviétique (PCUS) renie à partir de 1956 les fondements de la défense marxiste de la Révolution prolétarienne, mettant en avant la possibilité d'une « transition pacifique » vers le socialisme.

2. L'article « Grands succès de la Révolution culturelle » est publié dans le journal du PcdoB, *A Classe Operaria*.

3. Le foco (foyer), ou « Foquisme », est une théorie militariste de la guerre révolutionnaire formulée par Che Guevara puis synthétisée par le français Régis Debray, selon laquelle l'armée révolutionnaire constitue le noyau du Parti communiste (et non l'inverse).



Manifestation féministe et pour la Palestine le 25 novembre 2023 à Paris, à l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences sexuelles.

Comment Israël utilise les accusations de viols de masse comme bâillon des voix palestiniennes

Depuis le 7 octobre et l'opération Déluge d'Al-Aqsa, menée par la résistance palestinienne, et le déferlement de violence génocidaire de l'état israélien sur la bande de Gaza, les accusations de viols de masse commis par le Hamas viennent régulièrement s'exposer en une de différents journaux à travers le monde. Ces accusations ont pris une ampleur particulière alors que le massacre des Palestiniens devenait chaque jour plus visible aux yeux de tous avec ce que l'on connaît de bombardements d'hôpitaux, d'écoles, de mosquées...

Par exemple, lors des manifestations contre les violences faites aux femmes à Paris le 25 novembre dernier, alors qu'un cortège est organisé pour mettre en lumière le génocide perpétré par les sionistes sur le peuple palestinien, un contre-cortège d'environ 150 personnes se présente avec des pancartes sur lesquelles on peut lire des slogans comme « *fémicide de masse, féministes à la Hamas* ». L'intention est bien de rendre illégitime la présence des soutiens à la Palestine au sein de la manifesta-

tion contre les violences faites aux femmes, en appuyant le narratif d'une violence particulière envers les femmes israéliennes lors de l'offensive du 7 octobre. Cette action vise aussi à forcer les organisations présentes à se désolidariser de la résistance palestinienne, sous peine d'être taxées de « mauvaises féministes » ne s'élevant pas réellement contre les violences faites aux femmes, ou alors uniquement de manière sélective.

De la même manière lorsque le *New York Times* sort un article début décembre annonçant « des dizaines de milliers » de témoignages de violences sexuelles envers les femmes israéliennes lors de l'offensive du 7 octobre : cet article est utilisé pour discréditer les soutiens à la juste résistance palestinienne, les taxant de soutenir la misogynie la plus crasse à travers les faits reprochés. L'objectif est encore une fois de créer une équivalence entre soutenir le peuple palestinien et légitimer la violence sexuelle envers les femmes juives. Il est pourtant extrêmement difficile de trouver une trace de la pléthore de témoignages mentionnés par les autorités sionistes, qui n'ont pour le moment été rendu publics que sous la forme d'un montage vidéo diffusé lors de séances privées à destination de journalistes et d'influenceurs. Ces films peinent à montrer

les scènes de massacres insoutenables annoncées et montrent surtout la manière dont la propagande sioniste s'organise surtout autour de la parole des journalistes. Cette absence de preuves tangibles nous laisse supposer que le « *fémicide de masse* » commis par la résistance palestinienne n'en est pas un, et qu'il ne s'agit là que d'une vaste opération visant à discréditer une juste lutte d'un peuple pour sa libération. Une opération similaire avait été montée par l'armée israélienne après le 7 octobre, dénonçant des corps calcinés de colons après l'incursion de la résistance, avant de faire machine arrière : les corps étaient ceux de combattants palestiniens.

Le terme de « *fémicides de masse* » repris par une partie de la gauche bourgeoise française est une erreur. Les actions de la résistance palestinienne le 7 octobre ne présentaient pas une violence spécifique envers les femmes et encore moins de manière massive. Alors que les exactions de l'armée israélienne sont visibles de tous sur les réseaux sociaux, postés par ceux-là mêmes qui sont à l'origine des massacres, la propagande sioniste voudrait nous faire regarder ailleurs, vers une version magnifiée et quasi fantasmée de la violence des opprimés.

Turquie : Poursuite de la lutte contre la répression des Mères du samedi

Le samedi 30 décembre, les Mères du samedi ont tenu un rassemblement particulier pour la nouvelle année avec une prise de parole revenant sur les années de lutte pour obtenir des réponses sur la détention de leurs proches. Le groupe a mis en avant les difficultés vécues lors de l'année 2023 avec l'augmentation des détentions arbitraires, les multiples interdictions de manifester et les procédures en justice, déclarant : « *Nous avons observé de manière répétée que la constitution et la loi ne sont que des mots creux. Le gouvernement n'a pas répondu à son devoir de nous tenir informées du sort de nos proches disparus en détention et de punir ceux responsables de ce crime. Le gouvernement a systématiquement nié son implication. En somme nous laissons derrière nous une année durant laquelle la loi s'est vidée de son sens, l'appareil judiciaire a été utilisé pour de la répression politique et tout l'appareil légal a subi des dégâts importants.* » Les Mères du samedi concluent : « *Nous espérons que l'année 2024 sera une année porteuse d'espoir, de résistance et de solidarité!* »



Le groupe des Mères du samedi se rassemble depuis le 27 mai 1995 pour dénoncer une vague de répression de l'État turc dans les années 1980-1990, ayant entraîné la disparition de plus d'un millier de personnes. Ces proches de victimes des disparitions ont tenu des rassemblements réguliers jusqu'en 1999 suite à de violentes attaques de la police turque à leur encontre, et ont repris les rassemblements tous les samedis à partir de 2009. Cantonnées

au départ à la place Galasatary à Istanbul, ces rassemblements se sont étendus à d'autres villes de l'État turc malgré une présence policière constante et des attaques des rassemblements par les autorités.

► Lire notre article du 24 octobre dernier « Le combat des "Mères du samedi" ».



Autriche : nous rendons hommage à la camarade Erika

Nous partageons la tristesse de nos camarades autrichiens du Rote Fahne qui ont appris le décès de la camarade Erika à l'âge de 96 ans le 18 décembre 2023. Le mouvement révolutionnaire autrichien souffre d'une grande perte avec cette disparition.

La camarade Erika, bien que peu connue du grand public, était une figure importante du mouvement révolutionnaire autrichien, combattante infatigable de la lutte des classes dans le pays. Jusqu'à sa mort elle a participé aux mouvements sociaux, se présentant aux manifestations et prodiguant des conseils

basés sur sa longue expérience militante et la justesse de son analyse politique.

Toute sa vie a été marquée par la lutte des classes, de son enfance durant laquelle elle est exclue de l'école par le régime fasciste autrichien des années 30 car venant d'une famille de socialistes jusqu'aux récentes luttes contre l'impérialisme. Dans sa jeunesse elle participe activement aux luttes de février 1934 à Linz puis rejoint le Parti Communiste d'Autriche, dans lequel elle défend la ligne de la révolution prolétarienne autour de laquelle le Parti Marxiste-Léniniste d'Autriche sera fondé. Cette ligne révolutionnaire est celle qui l'a guidée tout au long de sa vie, l'amenant à se porter au cœur des luttes, à y

participer de tout son être en cherchant toujours à distinguer le juste du faux, sans préjugés ni dogmatisme.

La camarade Erika aura été le lien entre les différentes générations de militants révolutionnaires autrichiens et nous aura montré la voie par son abnégation, son attachement à la cause de la révolution prolétarienne et de la lutte contre le fascisme et l'impérialisme. Nous saluons sa vie et ne pouvons qu'être inspirés par tout ce qu'elle a fait pour la classe.

Rendons hommage à la camarade Erika!



Bâtiment 5, courber l'échine devant l'oppression

Sorti le 6 décembre 2023, le nouveau film de Ladj Ly, réalisateur du très bon *Les Misérables*, nous raconte les derniers moments d'une barre d'immeuble.

Laissé dans son jus pendant de longues années, le bâtiment délabré est au cœur d'un projet d'urbanisme visant à le démolir pour reconstruire des logements neufs à sa place. Construire des logements neufs oui, mais plus petits, ne permettant pas d'accueillir les familles nombreuses habitant déjà la tour, qui se retrouveraient alors obligées de s'éloigner de leurs lieux de travail, de leurs familles, de leurs amis. C'est d'ailleurs une volonté assumée par l'équipe de la mairie à l'origine du projet de gentrification : déplacer hors de leur

vue des populations immigrées, musulmanes (le maire assume clairement préférer accueillir des réfugiés chrétiens plutôt que d'autres) et précaires, comme en témoigne le sous-titre du film : « *Les Indésirables* ».

Dans *Bâtiment 5*, c'est la ligne de la conciliation qui prédomine

Les mécanismes par lesquels les populations précaires sont poussées vers la sortie sont particulièrement bien décrits dans *Bâtiment 5*,

nous exposant la criminalisation d'activités normales comme prétexte pour ensuite poser le projet de gentrification comme un moyen de « lutter contre la délinquance » ; ainsi que le rachat des appartements par la mairie pour une somme ridiculement basse. Tout ça pour culminer vers l'instrumentalisation d'un drame, l'incendie d'un appartement, pour justifier l'expulsion des habitants par les forces de l'ordre.

Réforme ou violence ?

Cet exposé de la gentrification est aussi le moyen de tenir une lutte de ligne sur la question de la violence comme mode d'action. Deux lignes sont incarnées dans le film, principalement par les personnages de Haby et Blaz. La première incarne la ligne réformiste, se présentant comme candidate à la mairie en opposition à la gestion bourgeoise du maire par intérim Pierre Forges. Le second incarne la violence révolutionnaire. La violence représentée dans *Bâtiment 5* monte progressivement en réponse à la radicalisation de la politique de la mairie et de son escalade dans la violence répressive.

La lutte des deux lignes culmine dans le dernier acte du film, où suite à l'évacuation forcée de la barre d'immeuble visée par le projet de gentrification, Blaz se rend au domicile du maire à l'origine de l'ordre d'évacuation afin de lui faire subir les conséquences de ses agissements. Le film pourrait finir sur l'incendie de la maison du maire, montrant ainsi la violence révolutionnaire comme la juste réponse face à celle exercée par la bourgeoisie pour défendre ses intérêts, et la nécessité pour les masses de se saisir de la violence révolutionnaire. Au contraire, c'est la ligne de la conciliation portée par le personnage d'Haby qui prédomine, celle-ci intervenant pour calmer les choses et empêcher l'expression de la violence des masses opprimées contre leurs oppresseurs. Cette fin conciliatrice, nous expliquant qu'il faudrait construire avec nos bourreaux et les affronter au sein des instances qu'ils ont eux-mêmes créées pour exercer leur domination, ne peut nous satisfaire car elle va à l'encontre de la nécessité d'appliquer la violence révolutionnaire. Le personnage de Blaz a raison lorsqu'il cherche à porter la violence à ceux qui nous la font subir !



Abonnez-vous!

La Cause du peuple lance sa campagne d'abonnements



La Cause du Peuple poursuit sa campagne d'abonnements! Il existe différentes formules selon votre situation et vos moyens. Ces abonnements annuels vous garantissent de recevoir **10 à 12 numéros**.

**Abonnement auprès d'un comité local :
30 €/an**

Rendez-vous auprès de notre réseau de militants dans différentes villes de France pour cette formule.

► Paiement en espèces auprès d'un comité local.

**Abonnement postal :
40 €/an**

Cet abonnement comprend une livraison à domicile de chaque numéro.

► Paiement en chèque ou par Lydia.

**Abonnement de soutien :
à partir de 50 €/an**

Cette formule comprend l'envoi à domicile de chaque numéro, et permet en plus au journal de financer son organisation et ses actions militantes.

► Paiement en chèque ou par Lydia.

Écrivez-nous à cdp.abonnements@protonmail.com pour l'abonnement postal et l'abonnement de soutien, en précisant votre adresse (voirie, numéro, commune et code postal) et numéro ou nom de boîte à lettres, ainsi que la formule d'abonnement souhaitée.